

Il sera prêté :

Par les avocats au conseil d'État et à la cour de cassation, ainsi que par les avoués, conformément à l'article 31 de la loi du 22 ventôse an XII (13 mars 1804) ;

Par les notaires, conformément à l'article 47 de la loi du 25 ventôse an XI (16 mars 1803) ;

Par les commissaires-priseurs, les huissiers, les gardes du commerce, conformément à l'article 7 du décret du 14 juin 1813.

ART. 4. Les greffiers, commis-greffiers et tous les autres fonctionnaires, officiers publics ou ministériels dépendant de l'ordre judiciaire, pour lesquels il n'existe pas de formule spéciale, prêteront le serment professionnel en ces termes :

« Je jure obéissance à la Constitution et fidélité au Président.

« Je jure et promets aussi de bien et loyalement remplir mes fonctions, et d'observer en tout les devoirs qu'elles m'imposent. »

ART. 5. Les gardes champêtres prêteront le serment prescrit par la Constitution, dans un mois à partir du présent décret, devant les juges de paix de leurs cantons respectifs, déjà chargés de recevoir leur serment professionnel par l'article 5, section VII, titre I^{er}, de la loi du 6 octobre 1791.

ART. 6. Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au palais des Tuileries, le 5 avril 1852.

LOUIS-NAPOLÉON.

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice,*

ABBATUCCI.

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie.*

Division navale de l'Océanie. — Ordre.

Conformément aux ordres du Chef de division, Commissaire de la République près les Iles de la Société,

M de Cools, sous-commissaire, chef du service administratif dans les Établissements de l'Océanie, débarquera, à compter de ce jour, du trois-mâts français *Primoguet*, et prendra son service à terre en